

## **Analyse de la presse Avril 2010**

### SOMMAIRE

1. A la une : « *Nicolas Sarkozy n'ignore plus la Turquie* »
2. Le dossier du mois : la visite de Recep Tayyip Erdogan à Paris
3. Politique extérieure
4. Le jeu iranien d'Ankara
5. Elections à Chypre
6. Politique intérieure
7. Arménie: la fin d'un tabou?
8. Le « *Çocuk Bayramı* »
9. Europe
8. Récapitulatif des journalistes ayant couvert le sujet turc en avril 2010



## 1. A la une : « Nicolas Sarkozy n'ignore plus la Turquie » (Libération, 21 avril 2010)

Dans la rubrique Rebonds diplomatiques, Bernard Guetta soulève les incohérences de la position française à l'égard de l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

Nicolas Sarkozy croit plus que jamais nécessaire et possible d'organiser le continent européen en un « "espace économique et de sécurité", unissant l'Union européenne, la Turquie et la Fédération de Russie », écrit l'auteur.

Toujours opposé à l'entrée de la Turquie dans l'Union, de crainte que cela rende l'Union « encore plus ingouvernable », Nicolas Sarkozy voudrait pourtant « arrimer aux Vingt-Sept » celle qu'il considère comme un « pactole » économique pour l'Europe et un « pont vers l'Asie et le Proche-Orient ».

« Tous les constats qui fondent cette vision du continent sont justes » mais alors pourquoi garder la porte seulement entrouverte ?

« Dès lors qu'il y a bel et bien complémentarité entre les Vingt-Sept et ce pays limitrophe en phase de modernisation accélérée, dès lors que la Turquie se reconnaît dans l'Europe et voudrait faire siennes ses règles et ses valeurs, pourquoi ne pas accepter sa candidature et faire ainsi entrer l'Europe en Turquie ? »

Pourquoi ne pas saisir l'occasion de montrer aux pays musulmans « qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre (l'Europe) et l'islam » et « qu'un destin commun » est « logique, possible et porteur d'avenir » ?

Pourquoi ne pas saisir cette occasion « d'étendre son rayonnement à des régions dont l'histoire et la géographie font ses aires d'influence naturelles » ? L'Europe « renforcerait par là même sa présence et son poids dans toute l'Afrique noire, continent dont l'éveil devient perceptible et qu'il serait aberrant de désertier aujourd'hui au seul profit de la Chine ».

Pour Bernard Guetta, loin d'être un fardeau, la Turquie sera un moteur pour l'Union européenne. « A voir grand et ne plus craindre la Turquie, l'Union européenne s'obligerait enfin à renforcer son cœur en avançant, non plus en crabe mais tout droit et vite, vers un gouvernement économique de la zone euro, prélude à une unité politique au sein de l'Union. »

« Il n'y a qu'aux audacieux que la fortune sourit. »

12 REBONDS

Nicolas Sarkozy n'ignore plus la Turquie

Par BERNARD GUETTA

Il murmure à dix-huit mois, il le martèle aujourd'hui. Loin d'avoir abandonné cette idée, Nicolas Sarkozy croit plus que jamais nécessaire et possible d'organiser le continent européen en un « espace économique et de sécurité », unissant l'Union européenne, la Turquie et la Fédération de Russie. Il envisage un continent à quatre étages, une pyramide institutionnelle dont le premier niveau, le plus large, serait cet « espace intégré » : le deuxième, l'Union européenne ; le troisième, la zone euro et le quatrième, tout en haut, la France et l'Allemagne, au poste de commandement ou, du moins, à la manœuvre. Quand ce Président parle de sa politique étrangère, c'est cette pyramide qu'il se voit bâtir. C'est sur ce chantier qu'il décrit son action et cette vision est tout sauf inintéressante. Elle a l'avantage, d'abord, de prendre en compte la centralité du couple franco-allemand dont Nicolas Sarkozy n'avait pas été initialement convaincu mais qu'il s'emploie à promouvoir depuis que le krach de Wall Street l'a détourné du modèle anglo-saxon et conduit à défendre, avec Angela Merkel, l'idée de nouvelles régulations internationales. Même lorsqu'il trouve l'Allemagne trop prudente, trop lente ou plus soucieuse de ses intérêts propres que ceux de l'Union, il n'envisage plus d'agir en dehors d'une étroite coopération avec Berlin et le deuxième avantage de cette vision de l'Europe est qu'il n'imaginerait plus d'affirmer l'indivisibilité du continent au sein de la Russie. Là encore, Nicolas Sarkozy a plus qu'évalué. Il a radicalement changé par rapport à l'époque, celle des candidatures, où il n'avait pas de mots assez durs pour pourfendre ce pays qu'il percevait comme une menace, comme un État non seulement policier mais relevant aussi de reconquête l'empire perdu des tsars. Aujourd'hui, le ton n'est plus le même. La Russie n'est, bien sûr, pas devenue une démocratie à ses yeux mais elle ne lui inspire plus la moindre crainte. Il la voit, bien plutôt, affaiblie, avec une population seulement deux fois plus nombreuse que celle de la France alors que son territoire est le plus étendu du monde et que la Chine l'emblème pacifiquement, commercialement mais aussi et abasourdi, par leur longue frontière commune. La Russie, pense-t-il, a besoin de se rapprocher de l'Union européenne qui n'aurait qu'à lui faciliter ce mouvement, mutuellement profitable puisque leurs économies, matières premières et technologie, sont complémentaires et que l'histoire et la continuité territoriale rendent leurs échanges naturels et aisés. Pour Nicolas Sarkozy, la Fédération de Russie est devenue l'incorruptible partenaire de l'Union européenne, tout comme la Turquie et il ne veut toujours pas de la Turquie dans l'Union européenne car elle la rendrait, dit-il, encore plus ingouvernable, autant il ne veut plus l'ignorer aujourd'hui. Il voudrait, au contraire, l'arrimer aux Vingt-Sept parce que sa croissance économique, son marché et ses besoins d'investissement sont si étendus qu'ils offrent un pactole pour une Europe en quête d'impulsion. « On ne peut pas aller de l'avant sans aller vers l'Asie centrale et le Proche-Orient où ses industries et sa diplomatie remportent succès sur succès. Tous les constats qui fondent cette vision du continent sont justes mais pourquoi continuer, alors, de refuser l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne ? Dès lors qu'il y a bel et bien complémentarité entre les Vingt-Sept et ce pays limitrophe en phase de modernisation accélérée, dès lors que la Turquie se reconnaît dans l'Europe et voudrait faire siennes ses règles et ses valeurs, pourquoi ne pas accepter sa candidature et faire ainsi entrer l'Europe en Turquie ? L'Union européenne tendrait là un formidable moyen de montrer à ses voisins musulmans avec lesquels elle devra, de toute façon, vivre et trouver un équilibre, qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre elle et l'islam, qu'au sein de l'Union européenne, bien au contraire, logique, possible et porteur d'avenir. Elle saurait ainsi saisir une occasion à ne pas laisser passer d'étendre son rayonnement à des régions dont l'histoire et la géographie font ses aires d'influence naturelles. Elle renforcerait par là même sa présence et son poids dans toute l'Afrique noire, continent dont l'éveil devient perceptible et qu'il serait aberrant de désertier aujourd'hui au seul profit de la Chine. A voir grand et ne plus craindre la Turquie, l'Union européenne s'obligerait enfin à renforcer son cœur en avançant, non plus en crabe mais tout droit et vite, vers un gouvernement économique de la zone euro, prélude à une unité politique au sein de l'Union. Il n'y a qu'aux audacieux que la fortune sourit. »

## 2. Le dossier du mois : la visite de Recep Tayyip Erdogan à Paris

Le 18 avril, le Premier ministre turc a effectué sa première visite officielle à Paris depuis le début des négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne (UE). Attendu pour la cérémonie de clôture de la Saison de la Turquie en France, il doit rencontrer « *les quatre plus hauts personnages de l'Etat* » (Le Monde, 9 avril).

### Principal sujet de discorde : Union européenne

Si Nicolas Sarkozy entendait parler des relations franco-turques, Recep Tayyip Erdogan comptait bien évoquer la question de l'adhésion de son pays à l'Union européenne. Or c'est le principal sujet de discorde entre les deux hommes.

Les négociations sont quasiment stoppées et M. Erdogan « *a estimé que son pays se voit imposer "des conditions que l'on a imposées à personne d'autre"* » alors même qu'« *une Union européenne qui n'inclurait pas la Turquie ne serait pas complète* » (l'Humanité, 7 avril). Pour Le Parisien « *les deux hommes n'ont trouvé aucun terrain d'entente* » et « *le Turc Erdogan (a) provoqu(é) Paris* ». Hassane Zerrouky de l'Humanité (7 avril) évoque une « *mésentente cordiale* ». « *Les deux hommes entretiendraient pourtant des rapports cordiaux, estime-t-on dans l'entourage du président français, et partagent un même franc-parler* » (Le Monde). Natalie Nougayrède souligne que « *les deux dirigeants se sont abstenus de tenir une conférence de presse* » (Le Monde, 9 avril).

Guillaume Perrier du Monde qualifie de « *parcours du combattant européen* » les rencontres du Premier ministre turc avec Angela Merkel, puis avec Nicolas Sarkozy « *autre adversaire déclaré de l'entrée de la Turquie dans l'UE* ». Celui-ci est un interlocuteur « *particulièrement sceptique* » (Les Echos) qui a estimé que l'Europe devait cesser de « *se diluer dans un élargissement sans fin* » et qu'un pays musulman de 71 millions d'habitants n'avait « *pas vocation à (en) devenir membre* » (Le Parisien et Les Echos, 8 avril). « *"M. Sarkozy dit parfois des choses que la raison ne saurait accepter", avait dit un jour "le bouillant premier ministre turc"* », rappelle Le Monde. Pour ce dernier, au contraire, « *la question de l'adhésion n'est plus un objet de débat* » (Libération, 8 avril). « *Je ne désespère pas* », avait confié le Premier ministre turc avant d'être reçu à l'Élysée (propos repris par tous les journaux). Affichant « *une détermination intacte* » il s'est dit « *persuadé* » que l'opposition franco-allemande à l'adhésion d'Ankara « *ne resterait pas figée indéfiniment. Au fil du processus, il y aura une évolution et je suis convaincu que M. Sarkozy va réviser son approche* » (Le Figaro, 8 avril).

Pour M. Erdogan il est « *incompréhensible* » que ces deux pays « *se connaissent si mal* » (Le Figaro, 8 avril). Réjoui par la visite « *fructueuse* » d'Angela Merkel (la deuxième depuis 2006), il s'est étonné : « *M. Sarkozy, lui, n'est toujours pas venu. Il raconte sans cesse un voyage qu'il a effectué dans sa jeunesse. Il doit venir voir à quoi ressemble la Turquie d'aujourd'hui. Lors de ma visite en France, je vais dire au président Sarkozy que nous l'attendons* » (Figaro, 6 avril). Alors que Natalie Nougayrède (Le Monde) note que cette « *une vieille proposition* » a été déclinée par tous les chefs d'Etat français depuis De Gaulle, l'Humanité rapporte un séjour de M. Mitterrand en 1992.



## 2. Le dossier du mois (suite)

Le Premier ministre turc qui a déjà regretté publiquement l'époque du Président Chirac (Le Monde) et l'a répété dans son entretien au Figaro (avec Etienne Mougeotte et Laure Marchand, à Istanbul, la veille de son départ pour Paris), accueillera le Président Sarkozy qui a promis de se rendre en Turquie au début de la présidence française du G20.

Quand les journalistes relaient les propos de ceux qui « *estiment que (son) pays serait un fardeau pour l'UE* », le Premier ministre turc rassure : « *Non seulement une Turquie dans l'UE ne sera pas une charge pour l'Europe, mais elle contribuera à la soulager* ». Il n'hésite pas à rappeler la réalité : « *L'UE a accepté de nouveaux membres qui constituent un fardeau. Nos amis européens le savent. Ces pays ont été admis pour des raisons politiques et l'Union (...) en paye aujourd'hui le prix* ». Et de conclure : « *La Turquie, elle, est parvenue au même niveau par ses propres moyens.* » (Le Figaro, 6 avril).

Pour le Premier ministre turc, les réticences de certains Européens à voir la Turquie adhérer à l'Union reposeraient sur une mauvaise perception du parti au pouvoir à Ankara. Alors que l'AKP est perçu comme un « *parti islamiste* », M. Erdogan récusé le terme d'« *islam politique* », arguant que « *personne n'a le droit de facturer à la religion les erreurs commises par les politiciens* ». Il a martelé : « *Nous sommes des démocrates conservateurs. (...) Si nos amis européens nous considéraient (ainsi), nous pourrions venir à bout de nombreux préjugés* » (Le Figaro, 6 avril).

### La vision originale turque des questions de sécurité

L'adhésion d'Ankara n'est pas le seul dossier géostratégique sur lequel Nicolas Sarkozy et Recep Tayyip Erdogan divergent, soulignent les médias. Or le Premier ministre turc a profité de son voyage pour exposer la stratégie turque sur la scène internationale. Ainsi, est-il venu accompagné d'Ahmet Davoglu, « *l'idéologue d'une diplomatie de puissance régionale émergente et ambitieuse* » (Le Monde, 9 avril). Questionné sur le durcissement du ton de la diplomatie turque à l'égard d'Israël, le Premier ministre turc avait rappelé que « *relations avec Israël (n'étaient) pas interrompues* » (Le Figaro 6 avril). De fait, « *les échanges continuent* ». Et c'est le moins que l'on puisse dire. Pour Philippe Gélie du Figaro, ils ont même éclipsé les tensions entre Paris et Ankara.

M. Erdogan a accusé Israël d'être « *la principale menace contre la paix* » au Proche-Orient. « *Si un pays fait usage d'une force disproportionnée en Palestine, à Gaza, utilise des bombes au phosphore, nous n'allons pas dire "bravo". Nous lui demandons comment il peut agir de la sorte* », a-t-il affirmé. « *Il y a eu une attaque qui a fait 1 500 morts et les motifs invoqués sont des mensonges* ». « *Goldstone est juif et son rapport est clair* ». Les médias français ont très largement relayé ces propos. Pour Philippe Gélie du Figaro (8 avril), « *Ces flèches font écho aux critiques entendues à Jérusalem.* La veille, Benyamin Nétanyahou, a déploré les « *attaques répétées* » de son homologue turc. Plus tôt, « *Avigdor Lieberman, (l')avait accusé de mettre à mal des décennies d'"excellentes" relations" (...) estimant qu'(il) "était lentement en train de se transformer en Kadhafi ou Hugo Chavez"* » (Le Figaro). Personnalisant le conflit M. Netanyahou a insisté : « *Le problème, ce n'est pas la Turquie, c'est Erdogan (...) qui cherche à se rapprocher du monde musulman sur notre dos* ». Ankara a aussitôt condamné ces déclarations.

## 2. Le dossier du mois (suite)

M. Erdogan a expliqué qu'en agissant ainsi la Turquie jouait son rôle d'« amie » et d'acteur responsable dans la région. *« Lorsque des erreurs sont commises dans la région, il n'est pas juste de fermer les yeux. Un proverbe turc dit : "Un ami véritable dit peut-être ce qui est douloureux, mais il dit la vérité." (...) En ce moment, Israël ne soutient (...) pas la paix au Proche-Orient »,* explique-t-il au Figaro, illustrant son propos par le cas des constructions en Cisjordanie, condamnées par les Etats-Unis et l'Europe sans qu'« Israël s'arrête pour autant. (...) L'administration israélienne doit contribuer à la paix. Mais celle-ci est composée actuellement de trois têtes. Qui faut-il écouter? Qui faut-il croire? (Le Figaro 6 avril).

Liant à maintes reprises la question israélienne au dossier iranien, M.Erdogan a déclaré avec ironie: *« Israël possède l'arme nucléaire mais n'adhère pas au traité de non-prolifération (...). Est-ce que cela veut dire que ceux qui n'ont pas signé le TNP sont dans une position privilégiée ? »* (Le Monde, 9 avril)

*« Pourriez-vous convaincre le Président iranien Mahmoud Ahmadinejad de renoncer à l'arme nucléaire? »,* interroge Le Figaro. *« Toutes nos démarches sont guidées par le même principe: celui de n'avoir aucun ennemi »,* explique le Premier ministre turc. Ses entretiens avec son « cher ami Ahmadinejad » et le fait que l'AIEA ne soit « pas parvenue à prouver qu'il existe (...) une arme nucléaire » semblent l'avoir convaincu que l'Iran produit de l'énergie nucléaire sans pour autant concevoir d'arme nucléaire (Le Figaro, 6 avril). Pour M. Erdogan *« il est hors de question de mettre en accusation (les Iraniens) seulement parce qu'ils ne sont pas signataires du TNP »,* rapporte Libération. Pour Yves Bourdillon des Echos, le doute prédomine. *« Ankara se dit persuadée que l'enrichissement d'uranium en Iran ne servira qu'à produire de l'électricité, bien que Téhéran ne construise pas de centrale nucléaire à cet usage ».*

Le Premier ministre turc explique qu'il essaie de convaincre l'Iran, mais en jouant un rôle différent de celui que les Occidentaux attendent. Ferme sur la question des sanctions, il répète : *« cette affaire doit être résolue par la voie diplomatique »* et doute que si « des sanctions sont d'actualité, (...) celles évoquées puissent aboutir à des résultats ». Et d'illustrer son propos : *« Des sanctions ont déjà été décidées à deux reprises. Ceux qui ont pris la décision de les appliquer ont été les premiers à les violer. »* (Le Figaro, 6 avril). Par ailleurs, le Premier ministre a rappelé que l'Iran est le « deuxième fournisseur en gaz naturel » de la Turquie, que « le volume des échanges commerciaux (..) se situe actuellement autour de 10 milliards de dollars », et que la paix perdure et doit perdurer à la frontière (Le Figaro, 6 avril).

Difficile donc de trouver un terrain d'entente avec un Nicolas Sarkozy « très en pointe sur ce dossier » qui « fait toujours le forcing pour (...) de nouvelles sanctions contre Téhéran » (Le Parisien, 8 avril).

Dialogue de sourds enfin sur la burqa : le Premier ministre turc avoue avoir « des difficultés à comprendre » le débat en France sur son éventuelle interdiction. *« Dans un Etat laïc comme la France, où « il y a 6 millions de en France musulmans" a-t-il fait observer, "chacun a ses propres croyances et s'habille à sa façon" »* (Le Parisien et Les Echos, 8 avril).

« Autre point de litige » évoqué: le dossier arménien (Libération).

## 2. Le dossier du mois (suite)

### L'économie: point positif

Au-delà de ces divergences et à défaut de se rapprocher sur l'Europe, Turcs et Français ont tenté de préserver la relation bilatérale. Et s'il est un point sur lesquels les dirigeants turcs et français sont en accord, c'est que ces différends « *ne doivent pas peser sur la coopération économique* » (Les Echos, 8 avril). Le pragmatisme est de mise : « *les entreprises turques n'(ont) pas réduit leurs commandes de produits français (...) quand Paris (a) reconnu le génocide arménien* », souligne Axel Baroux, directeur d'Ubifrance en Turquie et tout est fait pour oublier le boycott des produits hexagonaux en Turquie. « *"Le volume d'affaires a augmenté malgré la crise, se félicite un homme d'affaires turc, membre de la Tüsiad, l'influente association patronale"* » (Le Figaro Economie). « *De 10 milliards d'euros actuellement, la Turquie et la France veulent porter leurs échanges commerciaux à 15 milliards d'ici à 2012. " La France contrôle déjà 5 % de part du marché turc", rappelle Axel Baroux* » (La Tribune, 8 avril).

Guillaume Perrier du Monde écrit que grâce à sa « *grande rigueur budgétaire* » : « *la Turquie a bien géré sa crise* », selon le cabinet de conseil LDS d'Istanbul. « *La croissance turque est sur une tendance évaluée à au moins 4 %* » (La Tribune, 8 avril). Le ministre turc des finances qui table sur « *une croissance à deux chiffres* » estime que « *l'économie sort de la crise plus diversifiée* » (Le Monde, 7 avril).

Invité par Laurence Parisot, présidente du Medef, « *le Premier ministre a dressé de son pays un tableau particulièrement flatteur* », raconte La Tribune (8 avril). Yves Bourdillon des Echos (8 avril) reprend une série de chiffres énumérés par M. Erdogan : la Turquie est « *numéro deux du BTP, et quatrième du textile dans le monde, cinquième producteur d'automobile d'Europe (...)* ». « *Entre 2001 et 2008, la Turquie est passée de la soixantième à la quinzième place par l'importance des investissements directs étrangers qu'elle attire, dont 70 % proviennent d'Europe* », précise La Tribune (8 avril). « *Nous pouvons faire beaucoup de choses ensemble* », a expliqué M. Erdogan aux patrons français (Le Parisien, 8 avril). Il « *a fait mouche* », selon Laurent Chemineau de La Tribune (8 avril), qui cite Henri de Castries, Président du directoire d'Axa « *Par rapport aux autres pays émergents qui font rêver parce qu'ils sont loin, la Turquie offre des conditions d'affaires plus faciles car la réglementation est claire, les relations plus simples avec les partenaires et les marges plus satisfaisantes* ». De fait, « *tous les grands groupes français misent désormais sur le potentiel de la 17<sup>e</sup> économie mondiale* » : Leroy Merlin, Alcatel, Accor, Axa (Le Figaro Economie), Carrefour, Areva et Gaz de France (Le Monde). Le quotidien recense « *plus de 300 entreprises tricolores* » et « *70 000 personnes* » employées. La France est le deuxième débouché à l'exportation de la Turquie « *son sixième fournisseur* », « *le deuxième investisseur étranger sur place* » (Les Echos, 8 avril).

« *Le maillon faible de la présence française reste les PME* », même si « *les échanges s'intensifient entre les chambres de commerce régionales, et des partenariats se mettent en place* », souligne Raphaël Esposito, directeur de la chambre de commerce française en Turquie. « *Les partenariats franco-turcs dans des pays tiers représentent une nouvelle piste de coopération. Les Français peuvent bénéficier de l'implantation des Turcs au Moyen-Orient et en Asie centrale et les Turcs tirer profit de la présence française au Maghreb* » (Le Figaro Economie).

Autre point de convergence entre la France et la Turquie, « *après avoir longtemps fait preuve de laxisme (...), la justice française a démantelé récemment un réseau de membres présumés du PKK* », note Guillaume Perrier du Monde (9 avril).



### 3. Politique extérieure

#### « Les nouveaux horizons de la diplomatie turque »

Au cours du mois d'avril, plusieurs articles sont parus sous la forme de décryptages, d'analyses du nouveau positionnement de la Turquie sur la scène mondiale avec, entre les lignes, l'éternelle question que pose l'Editorial du Monde (9 avril) : « Où est la Turquie : en Europe ou au Moyen-Orient ? ». Interrogation à laquelle ni l'histoire ni la géographie n'apportent de réponse, soulignent les médias. « S'il fallait distinguer un tropisme, une tendance dans la politique aujourd'hui poursuivie par Ankara, c'est plutôt vers le Moyen-Orient que l'on se tournerait », répond Le Monde (9 avril). « Notre axe, c'est Ankara et notre horizon à 360° » résume Ahmet Davoglu, « architecte de la nouvelle diplomatie turque » à Guillaume Perrier. La thèse développée par le « Kissinger turc » (surnom donné par l'ambassadeur américain à Ankara) est celle de la « "profondeur stratégique" (qui) redéfinit la place de la Turquie dans son nouvel environnement international ». Elle n'est plus seulement le « pilier oriental » de l'OTAN mais elle peut « exprimer son identité européenne et occidentale, mais aussi sa dimension moyen-orientale, caucasienne ou balkanique... » (Le Monde, 21 avril).

La thèse de la « profondeur stratégique » qui « redéfinit la place de la Turquie dans son nouvel environnement international » est axée sur deux principes : la « politique de bon voisinage » et de « soft power » (Le Figaro), et la médiation. Guillaume Perrier décrit la stratégie « Zéro problème avec ses voisins » : « excellents rapports avec Damas », influence grandissante en Irak, normalisation des rapports avec l'Iran, coopération renforcée avec la Grèce et une esquisse de réconciliation avec l'Arménie. La Turquie se pose en médiateur. Après avoir poussé la Syrie et Israël au dialogue, M. Davoglu « prône, le premier, le dialogue avec les talibans », se pose entre la communauté internationale et l'Iran, « relance le dialogue entre Serbes et Bosniaques... De la Macédoine aux Philippines, partout la médiation turque est sollicité » (Le Monde).

#### « Istanbul est de nouveau un phare régional »

Pierre Razoux, responsable de recherches au Collège de défense de l'Otan souligne dans Le Figaro, « la montée en puissance de la crédibilité d'Ankara dans l'opinion publique arabe sunnite ». A Gaza, la popularité du premier ministre Erdogan est à son comble (...) Les Turcs reprennent pied au Maghreb et en Asie du Sud-Est, où leur gouvernement fait figure de modèle ». Signant des « traités de libre-échange et (...) de libre circulation avec près de soixante pays », la Turquie retrouve « son aire d'influence naturelle, de l'Atlantique au golfe Persique ». « Ses liens se sont renforcés avec le monde russe et dans toute l'Europe orientale » : année du Japon en Turquie, partenariats avec le Brésil, « offensive sans précédent en Afrique » (Le Monde).

Et cette politique extérieure sert la politique intérieure de l'AKP : « le pouvoir turc désamorce l'hostilité latente de l'institution militaire (...) en lui faisant miroiter un retour d'influence d'Ankara sur la scène moyen-orientale, ressuscitant ainsi une certaine forme de néo-ottomanisme prompte à flatter l'ego de l'armée turque. » (Pierre Razoux, Le Figaro)

## 3. Politique extérieure (suite)

« A l'offensive sur tous les fronts, Erdogan étonne ou inquiète », titre l'AFP (10 avril). Pour Le Monde, « la banalisation du régime iranien par Ankara est dangereuse ». Natalie Nougayrède du Monde (9 avril), s'inquiète d'« un des grands non-dits de la visite à Paris de M. Erdogan » : la Turquie, si d'aventure l'Iran se nucléarisait, pourrait-elle être tentée de suivre le même chemin (...) ? » De plus, l'Occident n'a pas oublié que M. Erdogan a défendu le président soudanais à propos du Darfour en déclarant qu'« aucun musulman ne peut perpétrer un génocide » (AFP, 10 avril).

### « La carte turque au Moyen-Orient »

Pour Pierre Razoux, Ankara pourrait : sortir le processus de paix israélo-palestinien « de l'ornière, là où la première puissance mondiale n'y parvient pas ». La Turquie a « choisi de s'immiscer par la petite porte, (...) Gaza, où l'influence égyptienne est en chute libre et où le Hamas cherche désespérément un interlocuteur ». Sachant que la Syrie « l'allié syrien pourrait être tenté de sacrifier son soutien au Hamas en échange d'un plein retour de la Syrie au sein de la communauté internationale » et que l'Iran est plus « loin et plus isolé que jamais ». La Turquie peut d'autant plus être le « médiateur naturel » que l'AKP a des « sympathies à l'égard du Hamas » avec qui Israël « devra traiter à terme », et que l'Etat hébreu a « besoin de la Turquie » (Le Figaro).

Sur le terrain, la présence de militaires turcs « en tant que force d'interposition entre Israéliens et Palestiniens, serait acceptée par les deux parties » selon les témoignages recueillis (Le Figaro). Plusieurs obstacles cependant: « l'animosité » de l'Égypte « qui craint de se voir dépouiller de son dernier atout » dans la région, la « méfiance » d'Israël et « l'hostilité » du Fatah et de l'Autorité palestinienne « qui craignent qu'une réconciliation intra palestinienne sous les auspices de la Turquie se fasse à leurs dépens. » La réussite de la stratégie turque n'est donc pas garantie et « ne se conçoit que sur le moyen, voire le long terme ». Mais Ankara a tout à y gagner car même si elle échouait, elle « contribuerait à renforcer à la fois l'image de la Turquie dans la région et son statut de porte-étendard pour des populations arabes sunnites en perte de repère. » (Le Figaro).

« La Turquie s'impose de plus en plus comme un modèle pour l'opinion publique arabe sunnite qui ne peut que constater l'effacement de l'Égypte et de l'Irak et l'isolement de la Syrie, et ne se reconnaît ni dans le wahhabisme saoudien ni dans le prosélytisme chiite iranien ». Elle « perçoit la Turquie comme une démocratie en plein essor économique qui a réussi à trouver un équilibre entre un gouvernement porteur des valeurs islamiques et une institution militaire laïque empêchant l'arrivée au pouvoir d'un régime islamiste radical. » (Pierre Razoux, Le Figaro). Et M. Erdogan lui-même bénéficie « depuis deux ans une popularité sans précédent pour un leader turc dans le monde arabe » (Libération).

D'après Pierre Razoux, l'activisme politique déployé par la Turquie au Moyen-Orient vise à accroître « ses chances d'intégrer un jour la famille européenne ». Regarder vers le Moyen-Orient est à la fois une réaction aux « rebuffades » européennes et un argument à servir aux Vingt-Sept.



## 3. Politique extérieure (suite)

« *M. Erdogan tourne-t-il le dos aux Occidentaux ?* » (AFP 10 avril). Le Monde s'interroge aussi : l'opposition franco-allemande à son adhésion conduit-elle « *Ankara à une manière de radicalisation ?* » L'explication « *recèle peut-être un peu de vérité* », répond le Monde. « *Pas si simple* », pour Sedat Laçiner, du centre de réflexion USAK : « *les ambitions multi-dimensionnelles de la diplomatie turque sont avant tout marquées par une volonté mercantiliste* », affirme l'analyste à l'AFP. « *Il y a des limites à l'émancipation turque, Erdogan est un pragmatique* », affirme Denis Zeyrek, du journal Radikal (AFP, 10 avril). « *La stratégie de M. Davutoglu, un musulman pieux, est souvent qualifiée par ses détracteurs de "néo-ottomane"* », note Guillaume Perrier. Pourtant « *les deux piliers de la diplomatie turque restent l'UE et l'OTAN* », se défend le ministre turc (AFP). Et « *on imagine volontiers comment une Turquie tout à la fois membre de l'UE et disposant d'un fort crédit au Proche et au Moyen-Orient serait un formidable relais d'influence européen. Et aurait d'autant plus d'atouts pour peser auprès des éléments les plus radicaux de la région* » (Le Monde).

### La Turquie : un exemple pour le monde ?

L'ordre régional, imaginé comme solution de paix a montré ses limites dans plusieurs régions, comme l'analyse Bertrand Badie, professeurs des universités à Sciences-Po Paris, dans La Croix (27 avril). « *Le salut peut venir de la Turquie, qui déploie des efforts importants pour poser les bases d'un "ordre régional", préalable conceptuel d'une intégration qui peut en dériver. Ce n'est pas un hasard. La fulgurante transformation de la société turque crée une nouvelle classe moyenne qui a plus besoin de mondialisation et de régionalisation que du nationalisme sourcilieux qui faisait l'ordinaire du kémalisme. Pour accomplir sa révolution tranquille, elle doit sortir de ses frontières autrement que par le mode agressif du panturquisme.* » Et elle y parvient. « *Elle s'affiche ainsi comme moteur d'intégration et a déjà réussi à dessiner les contours d'un ordre régional au Moyen-Orient, source possible de rééquilibrage et de coexistence pour demain. Et si l'Europe qui, depuis ce nouveau millénaire, collectionne les échecs, y trouvait une leçon de modestie, une source d'inspiration et, sans être trop optimiste, une bonne raison de ne plus céder à la turcophobie?* » (La Croix, 27 avril).

## 4. Le jeu iranien d'Ankara

### Visite à Téhéran d'Ahmet Davoglu : « Ankara offre sa médiation pour la crise nucléaire iranienne »

La visite à Téhéran du chef de la diplomatie turc a été l'occasion pour la Turquie de rappeler son soutien à l'Iran sur le dossier nucléaire et de proposer sa médiation. Ahmet Davoglu a déclaré « *Si nos amis iraniens en ont la volonté et s'ils estiment prudent que nous jouions un rôle, nous le ferons* » précisant que la Turquie était « *prête à servir d'intermédiaire pour un échange d'uranium entre l'Iran et les grandes puissances* », d'après L'Humanité (21 avril). Concrètement, Ankara avait « *proposé d'abriter et de garantir un échange d'uranium faiblement enrichi iranien contre du combustible enrichi à 20 % et fourni par les grandes puissances, dont Téhéran dit avoir besoin pour son réacteur de recherche médicale* » (L'Humanité et Les Echos, 21 avril). D'après Hassane Zerrouky, envoyé spécial de L'Humanité en Turquie, « *les Turcs ont été confortés par le rapport 2007 du National Intelligence Estimate, qui (...) avait mis en doute la possibilité que l'Iran soit en mesure de développer un programme nucléaire à des fins militaires* ». De plus, Ankara cherche à désamorcer « *l'émergence de graves tensions à ses frontières* ». « *Un rôle de médiation conforterait son poids stratégique dans (la zone) et auprès d'une opinion turque majoritairement hostile à toute sanction à l'égard des "frères" iraniens* » (L'Humanité).

### « La Turquie et le Brésil s'unissent sur le dossier iranien »

Après avoir reçu le ministre turc des Affaires étrangères, le 19 avril, Téhéran accueillera au mois de mai le président brésilien, expression de l'axe Brasilia-Ankara, engagé dans une tentative de médiation qui contrarie la stratégie occidentale de sanctions rapides à l'ONU. Pour Natalie Nougayrède du Monde (22 avril), c'est « *une diplomatie Sud-Sud (qui) se dessine sur le dossier nucléaire iranien. L'entrée en lice d'un duo de pays "émergents"(...) sur cette question de prolifération, traitée depuis des années par le groupe dit « 5 1 » (...) est un fait nouveau et marquant* ». Or les Occidentaux « *cherchent à faire adopter des sanctions contre Téhéran au Conseil de sécurité de l'ONU avant que celui-ci ne soit présidé, en mai, par le Liban* ». Premier succès pour Ankara et Brasilia : le calendrier pour des sanctions serait reporté en juin.

« *L'initiative "turco-brésilienne" consiste à relancer le projet d'échange d'uranium enrichi soumis à l'Iran (...) par les grandes puissances, sous l'égide de l'AIEA* ». Coordonnés au sommet nucléaire à Washington (12-13 avril), puis lors de la réunion du groupe BRIC à Brasilia, les deux pays ne croient pas « *en l'efficacité d'une politique de sanctions* » et « *cherchent à s'affirmer sur la scène internationale* ». Cet « *activisme diplomatique (...) met ainsi à l'épreuve la capacité des Occidentaux à faire prévaloir leurs vues auprès des "émergents"* ».

Ankara et Brasilia « *ont en commun de ne pas conférer à la menace nucléaire iranienne le même degré de gravité que les Occidentaux* » Ainsi, pour le Premier ministre turc, les accusations selon lesquelles l'Iran cherche à se doter de l'arme atomique ne sont que des « *rumeurs* ». Ahmet Davoglu a déclaré, lui, avoir décelé à Téhéran, un « *changement d'approche* » à propos de l'échange d'uranium.

## 5. Le jeu iranien d'Ankara (suite)

Côté Brésilien, le Président Lula da Silva refuse que l'Iran soit mis « *le dos au mur* », et défend le droit de Téhéran à développer une industrie nucléaire civile. « *Le Brésil est animé de multiples motifs* » : ambitions nucléaires, quête d'un siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU, volonté du président Lula da Silva (en fin de mandat) de faire de son pays le représentant du « *Sud* » et des « *non alignés* ». Sans oublier que le président brésilien aurait déjà « *noué, selon des diplomates, un lien personnel avec Mahmoud Ahmadinejad* » à Brasilia en 2009, et qu'il l'a soutenu publiquement à l'époque des manifestations contestant sa réélection.

La journaliste s'interroge : « *L'offre sur l'uranium peut-elle être ressuscitée ?* » Pas selon le scénario présenté par l'AIEA, en tout cas. Comme la France le souligne « *les termes de l'équation ne pourraient plus être les mêmes, puisque l'Iran a commencé (...) à produire de l'uranium enrichi à 20 %, se rapprochant d'un niveau militaire* ». Pour Paris, « *il ne s'agit donc que d'une nouvelle manœuvre dilatoire iranienne* » et Ankara et Brasilia seraient bien naïves d'y voir plus qu'une énième tactique iranienne.

Le discours est plus « *nuancé* » à Washington. Les Etats-Unis sont « *toujours intéressés par cette offre, si l'Iran s'y intéresse* » selon le porte-parole du Département d'Etat, Philip Crowley, qui précise tout de même qu'elle « *nécessite une mise à jour* ». M. Crowley a par ailleurs salué la diplomatie turque tout en relativisant sa « *portée* » : « *Il faut que l'Iran soit véritablement désireux de dialoguer sérieusement, et c'est ce qui manque depuis des mois* », commentait-il. Natalie Nougayrède rappelle que « *l'administration Obama a beaucoup misé (...) sur une volonté de rapprochement avec la Turquie, comme interlocuteur privilégié dans le monde musulman et au Proche-Orient.* »

### « *Iran : la Turquie contourne les sanctions* »

« *La Turquie a remplacé Dubaï pour contourner les sanctions imposées à l'Iran. Ankara et Téhéran ont établi une zone franche à un poste frontière entre les deux pays. "Les pressions américaines sur Dubaï ont produit leur effet", souligne un homme d'affaires français à Téhéran, qui estime à une vingtaine de milliards de dollars le volume annuel du commerce entre l'Iran et Dubaï* » (Le Figaro et vous, 20 avril).



## 5. Elections à Chypre

Le 18 avril, le premier ministre nationaliste chypriote turc, Dervis Eroglu, a remporté l'élection présidentielle dans la partie nord de l'île ; et ce dès le premier tour, avec 50,38% des suffrages, contre 42,5% pour le président sortant Mehmet Ali Talat.

### Conséquences sur la réunification de l'île et l'adhésion turque à l'UE

La victoire de M. Eroglu « complique la donne » et « suscite des inquiétudes » (La Croix, 20 avril), pour les négociations menées depuis 2008 par « Mehmet Ali Talat, plus enclin à la conciliation » (Libération, 20 avril). Hugh Pope de l'International Crisis Group (ICG), qui a accordé un entretien à Marianne, explique que « ce vote ne présage rien de bon pour la réunification de Chypre » (Marianne, 24 avril). Avant les élections, M. Talat, avait jugé que la victoire de celui qui a fait campagne « pour l'instauration de deux Etats souverains distincts (...) serait un retour en arrière » (Le Monde, 20 avril). Gilles Biassette (La Croix), compare les deux candidats et s'inquiète : « Mehmet Ali Talat est un pro-européen convaincu, (...). Son successeur est un nationaliste, méfiant à l'égard du processus diplomatique en cours » (La Croix, 20 avril).

Pour L'Humanité et Les Echos (20 avril), « la victoire d'Eroglu jette une ombre sur le processus de paix ». Pour l'Humanité (23 avril), Gaël de Santis titre « Retour de nuages sombres sur la réunification de Chypre ». Cette élection « signe le retour de la vieille garde nationaliste de Rauf Denktaş » dont « Dervis Eroglu avait été premier ministre ». Militant « pour une reconnaissance internationale de la RTCN, (elle) pourrait arguer d'un échec des négociations de réunification pour la légitimer ». La Croix et Les Echos (20 avril) citent le porte-parole du gouvernement chypriote grec, S.Stefanou : cette élection « est un développement malheureux », qui va « créer de sérieux problèmes ».

Pourtant, M. Eroglu a tenu à rassurer : « Personne ne doit penser que je quitterai la table de négociations » (La Croix, 20 avril). Mais cette promesse ne convainc pas et les médias relaient largement les doutes des acteurs et observateurs. Pour Laure Marchand du Figaro, « l'intransigeance de ce vétéran de la politique (...) augure mal de l'avenir ». Pour M. Talat, ce seront désormais « des négociations pour une non-solution ». « Le président chypriote grec (...) doute également de l'avenir du processus. » (Le Monde, 20 avril). Quant au politologue chypriote turc Ahmet Sözen, il estime qu'« un temps précieux risque d'être perdu » (Libération, 20 avril).

Autre question impactée par la victoire de M. Eroglu : celle de l'adhésion de la Turquie à l'UE. Le risque aujourd'hui est que cette élection « crispe encore davantage les Chypriotes grecs » (Le Monde, 20 avril) qui « bloqueraient en retour toute adhésion de la Turquie à l'UE » (L'Humanité 23/04). Mais pour Guillaume Perrier du Monde, avant même l'élection « les négociations d'adhésion de la Turquie étaient déjà l'objet de manœuvres d'obstruction » (20 avril).

## 4. Elections à Chypre (suite)

Les médias reviennent peu sur le parcours du nouvel homme fort de la partie turque de Chypre. Seul Gilles Biassette dresse un portrait, dans La Croix (20 avril). Médecin né sur l'île, il « a toujours mis en avant son attachement à la "mère-patrie" ». Il s'engage en politique à la suite de l'intervention de l'armée turque. « Il devient député en 1976 dans les rangs de la formation conservatrice du Parti de l'unité nationale (UBP). (...) Nommé trois fois "premier ministre" entre 1983 et 2009, il assume un quatrième mandat après la victoire de l'UBP aux dernières "législatives" d'avril 2009 ».

Les journaux français tentent d'analyser les raisons du vote du 18 avril. Selon eux, « l'absence d'avancée concrète dans les négociations de réunification » (Le Figaro, 19 avril) et « l'amertume envers l'Europe » (Marianne, 24 avril) ont largement influencé le vote des électeurs. « Dix-neuf mois de négociations » et « plus de 70 » rencontres n'ont pas permis de « compromis global. (...) Les électeurs ont exprimé leur amertume. » (Le Monde, 20 avril). « "Ce résultat était prévisible en raison du ras-le-bol des Chypriotes turcs face au président sortant qui n'a pu obtenir aucun geste concret des Européens et de l'ONU, malgré les nombreux signes de bonne volonté" », explique dans Libération (20 avril), le politologue Ahmet Insel de l'université Galatasaray. Hugh Pope de l'ICG insiste sur « la perte de l'espoir d'intégrer, un jour, l'UE ». D'après lui, « une majorité des Chypriotes du Nord ont (...) le sentiment d'avoir été punis ». Libération (20 avril) défend aussi cette thèse de la « déception des Chypriotes turcs » qui ont vu « la République de Chypre (...) admise dans l'UE » alors que « les mesures d'allègement de l'embargo international imposé depuis 1974 à la RTCN ne se sont jamais concrétisées ».

### « La clé du problème demeure à Ankara »

M. Erdogan « a rappelé qu'il entendait que la RTCN continue à négocier la réunification » (La Croix, 20 avril). « "Les fils restent dans la main de la Turquie. M. Eroglu sera obligé d'obéir", estime un villageois de Serhanköy (Le Monde, 20 avril). Il « sera aux ordres d'Ankara. Si la Turquie veut qu'il poursuive les négociations, il ne pourra pas les torpiller » explique Kemal, un serveur de Nicosie Nord interrogé par Laure Marchand du Figaro (19 avril).

Si « la clé est à Ankara », l'AKP « a néanmoins une marge de manœuvre réduite. (...) Une période préélectorale n'est guère favorable à un compromis sur un dossier aussi sensible et symbolique » (Libération, 20 avril). Pour Niyazi Kizilyürek professeur de sciences politiques, « le gouvernement turc a beaucoup à perdre. Avec M. Eroglu, on risque d'avoir en Europe une tolérance zéro pour la Turquie » (Le Monde, 20 avril).

« Un effet domino vertueux pourrait venir de l'Union européenne. (...) Le Parlement européen doit de nouveau se pencher sur l'accord commercial. Une autorisation des échanges entre le nord de l'île et l'UE inciterait la Turquie à permettre à Chypre d'utiliser ses ports et ses aéroports, relançant ainsi son adhésion, en rendant caduc le gel des chapitres et favoriserait les négociations à Chypre en créant une atmosphère favorable au compromis » (Le Figaro, 19 avril).

Par ailleurs, La Croix, a publié le 20 avril un long reportage de Thomas Jacobi, sur les « enclavés du Nord » (région du Rizocarpace), derniers Chypriotes grecs sur la partie turque de l'île. Si la peur demeure présente, elle n'a rien à voir avec les angoisses des années 1975-76. Et le mot d'ordre reste le même : « rester ».

## 6. Politique intérieure

### Projet de réforme constitutionnelle

L'Union européenne a salué le 13 avril le projet de révision de la Constitution « qui vise à limiter le pouvoir des hautes instances judiciaires » (La Croix, 14 avril). Pour Burak Akinci de l'AFP (10 avril), le pouvoir cherche « affaiblir la Haute magistrature, réputée hostile à M. Erdogan. (...) C'est une partie importante des positions encore occupées par l'establishment laïque qui sera anéantie », note l'analyste français Jean Marcou ».

### « Lutte anti-corruption et transparence politique: la Turquie peut mieux faire »

« Le Groupe d'Etats contre la Corruption (GRECO) du Conseil de l'Europe a demandé une révision approfondie de la législation turque qui ne désigne pas assez clairement les actes constitutifs de corruption. » Elle critique « un contrôle très insuffisant du financement des partis politiques (...) et des risques d'abus » (AFP, 20 avril). « La (petite) corruption devient légale », titre Guillaume Perrier dans Le Point. « La corruption de fonctionnaires est si répandue que l'administration a décidé de ne plus la sanctionner pour les sommes inférieures à 20 livres turques (10 euros). Glisser un petit billet pour faire avancer son dossier est désormais considéré comme "l'expression d'une gratitude" par la commission d'éthique » (Le Point, 15 avril).

### « Ankara s'acharne sur Leyla Zana »

L'ex-députée au Parlement turc a été condamnée le 8 avril à trois ans de prison pour « délit d'opinion ». « Il lui est reproché des déclarations de 2008 » assimilées « à un éloge du Parti des travailleurs kurdes (PKK) ». Patrick Le Hyaric, député européen, prend sa défense dans les colonnes de l'Humanité.

### « Pourquoi notre société est frappée de paranoïa ? »

Courrier international publie un article s'interrogeant sur les « millions de Turcs qui sont persuadés que des puissances obscures conspirent inlassablement contre notre beau pays. C'est quasiment un acte de foi national ». Pour l'auteur, les Turcs ont « une tendance naturelle à la paranoïa, une tendance soigneusement cultivée par le gouvernement ». L'auteur compare la situation turque à celle de la fiction 1984 d'Orwell: « La logique est la même: créer des ennemis (intérieurs ou extérieurs) pour obtenir l'obéissance aveugle des citoyens. La foi en ces "complots contre la Turquie" permet en outre à l'Etat turc de ne pas aborder les véritables problèmes de notre société » et de « cacher (son) incompetence ». Le discours officiel sur la question kurde sert d'illustration : « l'intolérance, source de toutes les tensions sociales ».



## 7. Arménie: la fin d'un tabou ?

« Pour la première fois, des Turcs ont commémoré les massacres d'Arméniens de 1915-17 (...), brisant un tabou » (AFP, 24 avril). Une dizaine de journaux locaux et l'ensemble des nationaux ont décrit la manifestation place Taksim, « œillets rouges et des bougies à la main », et un seul slogan : « Cette peine est la nôtre, ce deuil est à nous tous ». Toute la presse souligne le choix des organisateurs d'avoir évoqué « la Grande catastrophe », pour « ne pas heurter ». « Le mot (génocide) bloque le débat" (...), le plus important est que le maximum de Turcs aient conscience de l'ampleur comme de la nature du crime », explique l'universitaire Ahmet Insel (Libération, 26 Avril). Il faut dire qu'utiliser ce mot « vaut de tomber sous le coup de l'article 301 du code pénal turc », précise l'Humanité (26 avril).

Une première manifestation de quelques dizaines de personnes a eu lieu le matin dans le centre-ville. A la gare d'Haydar Pasa, une centaine de personnes s'est rassemblée « à l'appel de l'Organisation des droits de l'homme et sous le slogan "Plus jamais ça" » pour commémorer la « rafle de 220 intellectuels arméniens, le 24 avril 1915 » (AFP 24 avril). De petits groupes ont tenté de perturber la cérémonie, mais la police avait pris des mesures exceptionnelles. Les propos des intellectuels sur place ont été largement relayés. « Le djinn est sorti de la bouteille », phrase de Cengiz Aktar, chercheur à l'Université de Bahçesehir (Istanbul), figure dans tous les journaux. « La Turquie essaie de mettre en place une politique de mémoire, malgré le langage officiel », a-t-il expliqué à l'AFP. Pour le chercheur, « les tabous brisés ne concernent pas seulement l'Arménie, mais d'autres sujets occultés ». Ouest France (24 avril) rapporte les propos du politologue turc Ali Kazancigil qui évoque « pour l'instant une toute petite brèche (...) mais le trou va inévitablement s'agrandir ». Pour Fatih Apolat membre du syndicat des journalistes et du parti Emet, « il faut laisser les sociétés civiles des deux pays régler la question » (l'Humanité, 26 avril).

Laure Marchand du Figaro (24 avril) raconte comment « les Turcs redécouvrent la part arménienne de leur identité ». « Le lancement des négociations d'adhésion à l'UE » a été une étape marquante. Pour Agnès Rotivel de La Croix (6 avril) « le tabou » a commencé à se fissurer avec la « vague réformiste de 1999 à 2004 ». Enfin, la presse revient sur l'assassinat du journaliste arménien Hrant Dink, début « d'une remise en question de l'histoire officielle » (AFP, 25 avril). L'« Appel au pardon » lancé en 2005 par Cengiz Aktar a été signé par 30 000 citoyens turcs. De passage à Paris au début du mois, l'intellectuel a présenté son essai qui décrit « tout un pan de la vie politique turque d'aujourd'hui, où les clivages ne se situent pas entre laïcs et religieux, mais à l'intérieur de chaque camp », explique Hassane Zerrouky de l'Humanité (2 avril). Le journaliste conclut sur les réactions contrastées à cet appel « entre ceux qui se félicitent qu'un tabou vient d'être brisé et ceux pour qui (ce) n'est qu'une "diversion" ».

A Erevan, le 24 avril, « des dizaines de milliers d'Arméniens ont défilé » (AFP). Recep Tayyip Erdogan a « condamné ces manifestations (...) où, selon les médias turcs, des drapeaux turcs ont été brûlés ». Pour lui, « ceux qui ont investi les rues en Arménie ont piétiné la morale internationale ».

En France, où réside la plus forte communauté arménienne d'Europe occidentale, « des milliers d'Arméniens » se sont « mobilisés pour la reconnaissance du génocide » (Pauline Froissart, AFP, 24 avril). La communauté arménienne s'est rassemblée « pour la reconnaissance du génocide par la Turquie et le vote en France d'une loi pénalisant la négation de ce génocide ». L'agence note la présence des « représentants des communautés religieuses » et de Charles Aznavour.

## 7. Arménie: la fin d'un tabou ? (suite)

Plusieurs témoignages recueillis sur place ont été repris par les journaux, notamment celui d'un homme de 73 ans qui explique « *"Nous, la deuxième génération, nous sommes restés silencieux, c'est la troisième génération, nos enfants, qui ont pris conscience du drame et commencé à revendiquer la reconnaissance du génocide"* ». Le 23 avril, des représentants de la communauté arménienne avaient été reçus au Sénat. A Toulouse, la commémoration s'est déroulée en présence « *de représentants de Juifs et de Tutsis* », note La Dépêche du Midi (26 avril)

Ces manifestations interviennent deux jours après que le président arménien Serge Sarkissian a annoncé la décision de « *suspendre la procédure de ratification des protocoles* » signés en 2009, rapportent Le Monde (24 avril) et Le Figaro (23 avril). Les trois partis au pouvoir à Erevan ont accusé la Turquie de « *refuser de ratifier les protocoles sans poser de conditions préalables et dans un délai raisonnable* » (Le Monde). Quand Erevan prend la mesure du « *refroidissement* », Ankara déclare évaluer « *le contenu de cette déclaration (...) et ce qu'elle signifie* ».

Le Premier ministre turc a par ailleurs salué le message du Président américain Barack Obama, où n'apparaît pas le mot « *génocide* ». Il « *a fait une déclaration qui prend en compte les sensibilités de la Turquie* », rapportent l'AFP (24 avril) et La Croix (26 avril).

## 8. «Le Çocuk Bayramı»

« Depuis 1923, afin de commémorer la fondation de la République indépendante de Turquie, le 23 avril est une journée consacrée aux enfants(...). Chaque année (...) sont organisés de grands rassemblements auxquels sont conviés des enfants de tous les pays du monde » (L'Alsace, 27 avril). La devise de ce jour particulier ? « Çocuklarımız geleceğimizdir » soit « Nos enfants sont notre avenir » précise Le Progrès (26 avril). « C'est Mustapha Kemal, qui a créé cette fête » (Le Télégramme de Brest, 25 avril). A Molsheim, on célèbre « la vitalité et le savoir-faire de la jeunesse turque du secteur » (DNA, 27 avril).

Dans toute la France des associations perpétuent cette tradition et la presse régionale s'en est très largement fait l'écho. Chants, pièces de théâtre, danses folkloriques, tout est fait « pour que l'évènement soit à la fois festif et porteur de traditions culturelles » (La République du Centre, 27 avril). A l'origine, on trouve les associations culturelles turques locales, amicales, associations de travailleurs, de parents d'élèves, les écoles et les mairies. « Atatürk invite à prendre le pouvoir symboliquement ce jour-là. » En Turquie, « il arrive même que les enfants soient conviés à occuper les bureaux de certaines personnalités politiques », explique le président de la communauté turque de Béziers à Midi Libre (26 avril). Et dans l'Orne on respecte la tradition : « deux enfants flériens originaires de la communauté turque ont pris la place du maire » (Ouest France, 26 avril). Le consul de Turquie à Paris, Ügur Ariner, s'était déplacé pour l'occasion. « Notre but est l'intégration pour tous les Turcs qui vivent à Flers et dans toute la France, avec leurs valeurs mais aussi leur obéissance aux lois de la République française » (Ouest-France, 25 avril). Avis partagé par le maire, Yves Goasdoué, pour qui le maître mot est le « vivre-ensemble ». Son devoir: « permettre aux uns et aux autres de vivre harmonieusement ensemble. Le respect commence par la connaissance de l'identité de chacun ». Le lendemain, le même Consul est à Dreux, accompagné par Gérard Hamel, le député-maire UMP (La République du Centre, 27 avril). A Molsheim, en présence des maires de Dorlisheim et Mutzig, « un message du consul de Turquie à Strasbourg est lu (...) "Les enfants qui maîtrisent bien la langue, la culture et l'histoire de leur pays et celles de leur pays d'accueil pourront plus facilement s'intégrer et s'épanouir" » (DNA, 27 avril). A Béziers, ce sont le sous-préfet de l'Hérault, Philippe Chopin, et le député de la circonscription, Élie Aboud, qui ont été conviés (Midi Libre, 26 avril).

L'Unesco a décidé de faire de cette fête une manifestation internationale. La plupart des associations voudraient « qu'elle prenne un caractère universel » (La République du Centre, 27 avril). « Il y a donc une main tendue dans le sens d'un rassemblement de toutes les communautés » (DNA, 27 avril). Quimper a ouvert ses portes depuis plus de 20 ans, Béziers a convié « des représentants de la communauté gitane » (Midi Libre, 26 avril) tandis que l'association turque d'Oyonnax a cette année invité les associations cambodgienne et portugaise (Le Progrès, 26 avril).

La fête des enfants est l'occasion de constater la vitalité des associations turques en France. Autant de ponts avec la Turquie, elles défendent leur traditions et les valeurs de la République française. « Nous estimons qu'un enfant qui n'oublie pas ses sources et sa culture s'intègre davantage dans le pays », explique le président de l'association culturelle de Sarreguemines (Le Républicain Lorrain, 26 avril).



## 9. Europe

### « La Grèce et la Turquie font un pas l'une vers l'autre »

« La Turquie et la Grèce se sont entendues sur la mise en œuvre d'une série de mesures visant à renforcer leurs contacts et à rapprocher leurs deux armées pour parvenir à dépasser leurs rivalités. Les mesures ont été annoncées à Ankara par le chef de la diplomatie turque, Ahmet Davutoglu et le vice-ministre des Affaires étrangères grec, Dimitris Droutsas, peu avant une visite du Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, à Athènes prévue pour la mi-mai » (La Croix, 9 avril).

### Les interrogations sur la Turquie en Europe

Les Echos (8 avril) et La Croix (23 avril) attirent l'attention de leurs lecteurs sur le numéro de printemps de la revue *Politique étrangère*, consacré à la Turquie, ses enjeux et ses choix diplomatiques, et publié par l'IFRI (Institut Français des Relations Internationales). Jacques Hubert-Rodier (Les Echos), encourage la lecture ce numéro dans lequel on lit que pour la Turquie, l'Union européenne n'apparaît plus comme un « *objectif absolu, mais plutôt comme un instrument fixant de l'extérieur des normes pour la modernisation du pays* ».

De la même manière, Jean-Christophe Ploquin (La Croix) explique que le Premier ministre turc est « *parvenu, aussi bien sur la scène intérieure que dans l'arène internationale, à louvoyer par vents contraires et à accroître ses marges de manœuvre* ». Si l'arrivée de Nicolas Sarkozy à la tête de la France ne facilite pas le jeu européen de la Turquie, elle n'a pas renoncé et utilise « *la perspective européenne comme un levier pour transformer la société et réorganiser les institutions* ». Plus largement, elle a « *ouvert son jeu régional (...) tout en restaurant l'alliance avec les États-Unis* ». D'après Hamit Bozarslan qui publie dans la revue un article sur la question kurde, l'AKP est « *tiraillé entre sa volonté de sortir la Turquie de l'autoritarisme qui marqua son histoire tout au long du XXe siècle, et ce qu'il considère comme sa mission, consistant à assumer l'État tel qu'il est, autrement dit comme héritage tout autant ottoman qu'unioniste et kémaliste* ». Jean-Christophe Ploquin conclut : « *Après s'être voulu une force de changement radicale, l'AKP connaît la tentation de se transformer en parti-État, assumant certaines des idéologies qu'il eut à combattre (...). Une posture d'équilibre qui, paradoxalement, condamnerait Recep Tayyip Erdogan à des avancées de plus en plus étriquées* ».

## 10. Principaux journalistes ayant couvert le sujet turc en mars 2010

### **LE FIGARO**

Etienne Mougeotte

Laure Marchand

Philippe Gelie

### **LE MONDE**

Guillaume Perrier, correspondant à Istanbul

Natalie Nougayrède

### **LIBERATION**

Marc Semo, co-chef du service Monde

Ragip Duran

### **LA CROIX**

Thomas Jacobi

Gilles Biassette

Agnès Rotivel

Jean-Christophe Ploquin

### **LA TRIBUNE**

Laurent Chemineau

### **LES ECHOS**

Gabriel Grésillon

Richard Hiault

Yves Bourdillon

Jessica Berthereau

### **MARIANNE**

Anne Dastakian, service étranger

### **LE PARISIEN**

Bruno Fanucchi

### **L'HUMANITE**

Gaël De Santis

Hassane Zarouky